



---

## Le cachot d'Ancien Régime : objet de tyrannie ou instrument du maintien de l'ordre ?

**Sophie Abdela**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/chs/2119>  
DOI : 10.4000/chs.2119  
ISSN : 1663-4837

**Éditeur**

Librairie Droz

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 octobre 2018  
Pagination : 33-52  
ISSN : 1422-0857

**Référence électronique**

Sophie Abdela, « Le cachot d'Ancien Régime : objet de tyrannie ou instrument du maintien de l'ordre ? », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 22, n°1 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2020, consulté le 12 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/chs/2119> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.2119>

---

# Le cachot d'Ancien Régime :

objet de tyrannie ou instrument du maintien de l'ordre ?

Sophie Abdela<sup>1</sup>

*Le cachot de la prison d'Ancien Régime est un objet fascinant. Il inspire à la fois l'horreur et la curiosité. Avec la Révolution, il acquiert un caractère romantique en tant que symbole même du despotisme d'un passé révolu. L'histoire s'est longtemps contentée de cette image misérabiliste et l'a perpétuée. Or, l'incursion dans les archives carcérales parisiennes dévoile des dimensions insoupçonnées de ce cachot tyrannique et en change le visage. Car, au ras du sol, dans les pratiques quotidiennes des geôles de la capitale, le cachot apparaît comme un outil du maintien de l'ordre dont les modes d'emploi sont infiniment plus complexes et subtils que ne le laissait croire le « tombeau des vivants » que les récits ont décrit.*

*The Ancien Régime "dungeon" is an object of fascination, inspiring both curiosity and horror. During the French Revolution, it came to symbolise the despotism of a bygone era, and subsequent history has perpetuated this gloomy image. However, consideration of the Paris prison archives reveals unexpected dimensions to this tyrannical dungeon, changing its image. In practice, considered as part of the daily practices of imprisonment in the capital, the dungeon appears as a tool for the maintenance of order, the deployment of which was infinitely more complex and subtle than the "tomb for the living" often depicted to date.*

## INTRODUCTION

Formidables cachots, demeures souterraines,  
C'est votre obscurité, c'est votre profondeur  
Que mon œil ne saurait contempler sans horreur.  
Des antres ténébreux sont-ils faits pour des hommes<sup>2</sup> ?

Le cachot est certainement le symbole par excellence de la prison française d'Ancien Régime. Qui pense à ces geôles vétustes et insalubres imagine instantanément un pauvre vieillard rongé par les rats, la faim et le froid, complètement esseulé, oublié par le temps, la lumière et les hommes. Ce tableau, encore profondément ancré dans l'imaginaire occidental, ne date pas d'hier. Au lendemain de la Révolution, « rien n'était plus populaire que les cachots » et on se précipitait déjà pour visiter « ces murs construits par le despotisme » comme autant d'attractions<sup>3</sup>. Le cachot prend alors des allures de sépulture et d'abîme de la tyrannie.

<sup>1</sup> Sophie Abdela est Professeure d'histoire à l'Université de Sherbrooke. Spécialiste de l'histoire carcérale française, ses recherches portent sur les prisons ordinaires de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle.

<sup>2</sup> Ferrand (1787, p. 271).

<sup>3</sup> Lüsebrink & Reichardt (1983, p. 211 and p. 223); Mauclerc (1789, p. 1).

Or, cette image romantique et misérabiliste a été combattue par les historiens. Le travail a été fait depuis longtemps en ce qui concerne la Bastille. On sait maintenant qu'il s'agissait d'une « prison de luxe » où les conditions étaient sans commune mesure avec la réalité des autres établissements carcéraux de Paris<sup>4</sup>. Les grandes prisons d'État n'étaient pas le lot du détenu moyen : elles « étaient en réalité des arbres de grande futaie qui cachaient des broussailles de moins bonne figure<sup>5</sup> ». C'est précisément dans les cachots de cette « broussaille » que nous nous proposons de plonger.

Loin de nous l'intention de réhabiliter le cachot ou d'en justifier l'existence : les détenus y vivaient des atrocités sans nom. Notre démarche s'inscrit dans un double mouvement historiographique qui tend à la fois à dépoussiérer la prison d'Ancien Régime et à favoriser l'étude des dynamiques internes du monde carcéral. En effet, l'histoire carcérale en général, et française en particulier, a longtemps mis l'accent sur l'avènement du pénitencier dans l'Occident du XIX<sup>e</sup> siècle. Or, l'historiographie récente multiplie les incursions dans les siècles qui ont précédé le pénitencier, la prison médiévale acquérant dans la dernière décennie une présence nouvelle<sup>6</sup>. Nos recherches sur les prisons parisiennes du XVIII<sup>e</sup> siècle participent aussi de cette redécouverte de la « prison d'avant la prison<sup>7</sup> ». Ce mouvement s'est aussi accompagné d'un nouvel intérêt pour les pratiques carcérales, pour la prison vécue, pour le quotidien de l'enfermement, son organisation. Il n'est ici plus question de saisir le moment de la « naissance de la prison » comme ont cherché à le faire de nombreux historiens dans les traces de Michel Foucault. Il s'agit plutôt de comprendre l'objet-prison, ses formes et ses réformes, ses immobilismes et ses mouvements, ses fonctions et ses échecs. Toute une génération de chercheurs pénètre ainsi les geôles et tente de jeter la lumière sur un objet jusqu'ici négligé et obscurci<sup>8</sup>.

C'est précisément au travers des pratiques carcérales, des modes de fonctionnement et d'organisation de la prison, ainsi que des modes de mise en relations, que nous nous proposons de revisiter l'histoire du cachot d'Ancien Régime. Les grandes discussions sur l'origine de l'enfermement pénal, si elles sont au fondement de la réflexion, ne peuvent donner les outils nécessaires à une telle exploration : ni les institutions totales d'Erving Goffman, ni les savoirs-pouvoirs ou les dispositifs disciplinaires de Michel Foucault ne donnent à l'individu et aux relations sociales une part significative dans l'organisation de l'enfermement<sup>9</sup>. Que la prison soit le résultat d'une bourgeoisie émergente ou qu'elle soit le résultat de l'émergence des sociétés capitalistes, ces postulats ne donnent pas les clés de lecture nécessaires pour

<sup>4</sup> Funck-Brentano (2016). Voir aussi Quétel (1989 et 2006).

<sup>5</sup> Carlier (2009).

<sup>6</sup> Voir pour le Moyen Âge : Heullant-Donat *et al.*, (2015, 2017), Heullant-Donat, Claustre & Lusset (2011), Geltner (2008), Claustre (2007). Voir aussi Dégez (2005).

<sup>7</sup> Abdel (2017). Non que les époques médiévale ou moderne aient été entièrement ignorées jusque-là. Des chercheurs tels que Pieter Spierenburg, Margaret Delacy ou Ralph B. Pugh font figure, ici, de pionniers. Spierenburg (2008), Delacy (1986), Pugh (1968).

<sup>8</sup> Aux auteurs précédemment cités, il faut ajouter Carrez (2005), Bretschneider dans Heullant-Donat, Claustre & Lusset (2011, p. 211-232), Maugué (2016). Notons le travail, encore une fois pionnier, de Pieter Spierenburg (2007 [1991]).

<sup>9</sup> Goffman (1961), Foucault (1975).

comprendre comment et pourquoi, dans un environnement carcéral habité, géré et subi par des hommes, le cachot avait un rôle à jouer<sup>10</sup>.

Le présent travail s'inspire donc davantage, dans sa méthode, dans sa lecture des archives, dans le regard qu'il pose sur la prison, des travaux des sociologues et des ethnologues qui, eux, traitent des individus en tout premier lieu : « En prison, disent-ils, il n'y a à voir que des relations<sup>11</sup>. » Comment le cachot s'insérerait-il dans ces relations ? Si les modèles exposés par les sociologues au sujet de l'enfermement carcéral contemporain ne peuvent et ne doivent pas être intégralement collés sur les réalités des prisons d'Ancien Régime, ils fournissent tout de même des pistes à suivre. Surtout, leurs études dévoilent que tout, dans le quotidien carcéral, s'oriente vers un but précis : l'« absence de désordre<sup>12</sup> ». Les comportements du personnel et des détenus, leurs décisions, leurs règles tacites, leurs punitions s'inscrivent dans cette logique. La question se pose alors de savoir si la prison d'Ancien Régime fait écho à ces mécanismes et comment le cachot s'y insère. Pour bien saisir le rôle du cachot, il faut précisément l'insérer dans les relations humaines qui se nouent en prison, dans les rapports de force, dans les intérêts bruts et brutaux de tous et chacun dans un environnement a priori hostile et impitoyable.

L'exploration que nous en proposons vise à comprendre ses modes d'utilisation. Le cachot est donc ici considéré non plus à travers les récits, réels ou imaginaires, mais plutôt à travers ce qu'en disent les archives carcérales et judiciaires. Il s'agit de ne pas se contenter d'une conception répressive et despotique du cachot. De cette façon, le cachot change de visage : de « tombeau des vivants », il devient un instrument important de la gestion quotidienne des établissements d'enfermement dont les fonctions et les utilités étaient multiples<sup>13</sup>. En jetant la lumière sur le cachot, c'est aussi la prison ordinaire dans son ensemble que l'on fait émerger de l'ombre.

## SUR LES TRACES DU CACHOT

Comment procéder ? Comme les cachotiers, l'historien est tenu dans l'ombre. S'il est vrai que « la prison est un lieu bavard<sup>14</sup> », le cachot, lui, reste muet. C'est qu'on ne cherche pas ici à analyser le discours qu'on a tenu *sur* lui, mais bien à interroger l'objet lui-même, les pratiques qui l'entourent, les relations qu'il suppose et qu'il participe à organiser. Sur cela, la prison d'Ancien Régime reste généralement coite : concierges et guichetiers ne laissent pratiquement pas de traces écrites de leurs activités, encore moins les détenus. D'ailleurs, il n'existe aucun fonds d'archives cohérent et homogène qui puisse nous indiquer la voie à suivre<sup>15</sup>. Alors, où chercher

<sup>10</sup> Pour la bourgeoisie, voir Ignatieff (1978). Pour les sociétés capitalistes, voir Rusche & Kirchheimer (1939), Melossi & Pavarini (1981).

<sup>11</sup> Chauvenet, Rostaing & Orlic (2008, p. 44).

<sup>12</sup> Benguigui, Chauvenet & Orlic (1993, p. 353). Voir aussi Lhuillier, & Aymard (1997), Benguigui, Chauvenet & Orlic (1994), Chauvenet, Rostaing & Orlic (2008), Benguigui, Chauvenet & Orlic (1994).

<sup>13</sup> L'expression consacrée « tombeau des vivants » accolée tant à la Bastille qu'à ses cachots était très usitée au lendemain de la Révolution. Dans le corpus de trente-deux discours analysés par Lüsebrink et Reichardt (1983, p. 225) elle revient à dix-huit reprises.

<sup>14</sup> Perrot (1984, p. 7).

<sup>15</sup> Les registres d'écrou, seule source sérielle accessible au chercheur, sont une mine d'or pour dresser un profil sociologique de la masse prisonnière, mais ils ne sont d'aucune aide pour comprendre ce

le cachot ? Si les hommes et les femmes des prisons ne produisent pas d'archives, il faut trouver ceux dont les responsabilités les amenaient à le faire : les magistrats. Ce sont eux qui forcent le cachot à se livrer : ces acteurs entrent en scène quand la prison est en état de crise, quand son équilibre intérieur est brisé et que concierges et guichetiers ne suffisent plus à la tâche. Évasions, bris de prison, violences, révoltes mènent conseillers, substituts du Procureur général et commissaires de toutes sortes à pénétrer dans les prisons. Ils laissent derrière eux des procès-verbaux, des témoignages et des interrogatoires qui sont disséminés dans les fonds du Parlement et du Châtelet de Paris aux Archives nationales. Les cotes X<sup>2B</sup> 1286 à 1334 ont été entièrement dépouillées à la recherche d'incidents carcéraux et de la procédure judiciaire qui les a suivis.

Quant aux archives de police, la masse documentaire ne nous permettait pas de faire un dépouillement systématique. Nous avons procédé par le biais de la *Table alphabétique des noms des accusés jugés en appel au Parlement de Paris (Chambre criminelle) de 1700 à 1790* dans laquelle nous avons pu repérer tous les arrêts qui suivaient un crime commis en prison. En croisant la date de l'arrêt et le nom du coupable, nous avons pu retracer certaines de ces affaires dans les archives des minutes du Grand Criminel (Y 10018 à 10502). Ces incidents carcéraux deviennent ainsi une fenêtre privilégiée pour comprendre le rôle du cachot dans les geôles d'Ancien Régime.

Notre recherche s'est limitée à quatre prisons parisiennes : la Conciergerie, le Grand Châtelet, le Petit Châtelet et le For-l'Évêque. Au total, nous avons trouvé 156 incidents carcéraux concernant ces quatre établissements, même si le cachot n'y tient pas toujours part. D'ailleurs, les incidents répertoriés au Petit Châtelet, s'ils sont très précieux pour acquérir une meilleure compréhension de la vie quotidienne des prisons d'Ancien Régime, n'ont jamais fait intervenir explicitement le cachot. Cette prison a donc été laissée de côté dans le présent article. Ces quatre établissements ont été ciblés pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'ils étaient des « prisons de masse » qui accueillaient criminels et marginaux de tout acabit et non seulement les élites gênantes écartées grâce à une lettre de cachet<sup>16</sup>. Leur population était importante : chacune de ces prisons hébergeait entre 200 et 500 détenus. Aussi, elles sont des « prisons ordinaires » – par opposition aux prisons d'État ou aux établissements religieux – « Destinées à accueillir les prisonniers en attente ou d'un jugement ou de l'exécution d'une peine criminelle, ainsi que les dettiers [...], elles se referment aussi sur les mineurs délinquants, les prostituées, les mendiants et vagabonds<sup>17</sup>. » Cela les distinguait de l'Hôpital général ou des dépôts de mendicité. Alors que les prisons ordinaires servaient à enfermer et à garder des accusés, l'Hôpital général était à la fois un établissement d'enfermement, d'assistance, de soin, d'asile, etc.<sup>18</sup> Quant aux dépôts de mendicité, ils visaient plus spécifiquement les pauvres et les marginaux et s'orientaient déjà vers une certaine forme d'amendement par le travail, concept étranger aux prisons ordinaires de l'époque<sup>19</sup>. Finalement, les quatre prisons ciblées

---

que faisait cette masse, les relations qu'elle tissait, les modes d'organisation qu'elle mettait en place ou qu'elle subissait.

<sup>16</sup> Voir à ce sujet Quérel (1981).

<sup>17</sup> Carlier (2009).

<sup>18</sup> Voir, entre autres, Sainte Fare-Garnot (1984, p. 535-542), Carrez (2005).

<sup>19</sup> Voir Adams (1990).

durant l'enquête étaient les établissements carcéraux principaux de la capitale. Les contemporains eux-mêmes ne s'y trompaient pas, eux qui pouvaient parler, comme Jacques Tenon, « des trois principales prisons de la juridiction du Châtelet de Paris ; savoir du For-l'évêque, du petit & du grand Châtelet » ou encore évoquer les « quatre prisons principales : la Conciergerie, le grand, le petit Châtelet, le fort l'Évêque », sans nécessité de se justifier<sup>20</sup>.

Ainsi, dans les procès-verbaux, témoignages et interrogatoires recueillis au sujet de ces prisons, nous avons ciblé toutes les occurrences du cachot. Bien sûr, le corpus ainsi constitué comprend une lacune importante : il ne fait intervenir le cachot qu'en moments de crise. Ses autres contextes d'utilisation nous sont perdus. Il faut donc nous contenter de cet « ordinaire extraordinaire », seul à même de susciter l'écriture<sup>21</sup>. Néanmoins, à partir des occurrences ainsi rassemblées, nous avons tenté de décrypter les modalités d'utilisation du cachot dans les prisons ordinaires parisiennes du XVIII<sup>e</sup> siècle : quand utilise-t-on le cachot ? contre qui ? pour quelles raisons ? avec quelles conséquences ou avec quelles précautions ? Les magistrats qui ont laissé derrière eux ces précieuses archives nous permettent d'apporter quelques réponses.

## LE CACHOT ET LA LOI

D'abord, le cachot n'est pas un outil dénué de toute réglementation, abandonné au bon vouloir du concierge. Il était légalement prévu que les détenus déjà condamnés à la torture ou à la peine de mort et en attente de leur châtiment seraient mis au cachot<sup>22</sup>. L'emploi en était aussi régi par l'Ordonnance criminelle de 1670 qui stipulait qu'il était interdit aux concierges de mettre les détenus dans « les cachots ou [de] leur attacher les fers aux pieds, s'il n'est ainsi ordonné par mandement signé du juge<sup>23</sup> ». Le cachot était donc, juridiquement comme matériellement, une prison dans la prison. On proscrivait également la mise au cachot de tout détenu qui ne fût pas d'abord écroué afin d'éviter les abus de pouvoir contre de pauvres hères sans ressources et sans protection<sup>24</sup>. Comment, en effet, assurer un certain contrôle sur les pratiques carcérales si hommes et femmes sont enfermés sans que leur emprisonnement ne laisse de trace écrite ?

Il était très clair, pour les magistrats de l'époque, que le cachot ne devait pas simplement servir à répondre aux caprices des concierges. Dans sa correspondance,

<sup>20</sup> Tenon (1784, p. 425-447) ; Paris, Bibliothèque nationale de France, Collection Joly de Fleury (dorénavant BNF JF) 519, *Mémoire sur les prisons de la Conciergerie et du Grand Châtelet*, [vers 1776], fol. 359.

<sup>21</sup> Artières, Lascoumes & Salle (2004, p. 2).

<sup>22</sup> Garnot (2009, p. 499).

<sup>23</sup> Ordonnance criminelle d'août 1670, Titre XIII, article 19. Il est difficile de juger du degré de respect de cette interdiction puisqu'il devait être assez facile pour un concierge de mettre un détenu au cachot sans que personne n'en soit informé. De plus, tout porte à croire que l'interdiction excluait les situations de force majeure où un détenu mettait en danger le personnel. Dans ces cas-là, il semble que les concierges pouvaient utiliser le cachot sans en demander la permission, mais qu'ils devaient tout de même obtenir l'entérinement de leur démarche auprès du Procureur général.

<sup>24</sup> *Arrêt de la cour de Parlement portant reglement general pour les prisons, droits & fonctions des greffiers des geôles, geôliers et guichetiers desdites prisons*, 18 juin 1717, art. XXV.

le Procureur général Guillaume-François-Louis Joly de Fleury insistait lui-même sur les restrictions qui entouraient l'utilisation du cachot dans toutes les prisons du royaume : « il faut convenir qu'on ne fait pas ordinairement mettre un accusé aux cachots à moins qu'il n'ait été condamné à quelque peine afflictive ou n'ait fait quelque rébellion dans la prison qui oblige de le punir pour quelque temps par le cachot<sup>25</sup>. » Du Rousseaud de la Combe soulignait également que le cachot devait être compris « comme une augmentation de la peine dans la prison<sup>26</sup> ».

Or, le recours au cachot était aussi prévu pour des cas mineurs d'indiscipline. Par exemple, le règlement des prisons de 1717 – qui demeure la pierre d'assise de l'organisation interne de toutes les prisons parisiennes jusqu'à la Révolution – prévoyait la mise au cachot pour un détenu qui manquait la messe deux fois : la situation ne comporte pourtant ni violence, ni excès, mais la seule contravention au règlement et le non-respect des bonnes mœurs chrétiennes étaient passibles de punition<sup>27</sup>. Le même règlement prévoyait quinze jours de cachot pour les détenus qui abuseraient de leur ancienneté pour voler les nouveaux venus (ce que l'on appelait la « taxe de bienvenue »<sup>28</sup>). On peut par contre douter que ces mesures aient été appliquées à la lettre, sinon du tout. Du moins n'en avons-nous trouvé aucune trace dans les archives. De telles infractions, si elles pouvaient sembler graves aux magistrats chargés de mettre au point les règlements carcéraux, paraissent peut-être sans conséquence au personnel en charge sur le terrain, surtout si elles n'impliquaient pas de désordres sérieux ou dangereux. Néanmoins, l'existence d'une réglementation pour régir l'utilisation du cachot démontre que celui-ci n'était pas conçu comme un instrument mis au service de la tyrannie du concierge.

## PUNIR, PRÉVENIR... ET MAINTENIR LA PAIX

Dans la théorie comme dans la pratique, le cachot, tel qu'il se présente dans les archives du XVIII<sup>e</sup>, ne se réduit pas à une chute dans un éternel oubli. L'image qui ressort est celle d'un puissant outil de maintien de l'ordre : la très grande majorité du temps, il sert non pas à faire disparaître pour toujours des hommes dans un gouffre

<sup>25</sup> BNF JF 2429, copie de la lettre du Procureur général au Procureur Ducat de Bar le Duc, 16 août 1754, fol. 66. Le Procureur général insiste sur la différence entre le cachot et le secret : « on met ordinairement un accusé au secret jusques à ce qu'il ait subi interrogatoire, mais ce secret n'est pas le cachot. Ce secret consiste à ne lui laisser avoir communication avec personne du dehors, et pourveu qu'il ne parle à personne, on peut le mettre dans telle chambre que le juge le jugea à propos ». Le cachot fait donc partie d'une procédure exceptionnelle alors que le secret est un élément usuel et habituel de toute procédure criminelle passant par la prison et ne doit pas viser à punir. Du Rousseaud de la Combe confirme cette distinction lorsqu'il insiste sur l'isolement des accusés avant leur interrogatoire. Dans les archives, toutefois, les deux termes, cachot et secret, sont parfois utilisés de manière interchangeable ce qui complique la distinction. Il est également possible que, dans la pratique, le peu de ressources à la disposition des concierges les ait poussés à les employer de manière indifférenciée. Au For-l'Évêque, par exemple, le concierge Naulin dit qu'après une révolte impliquant de nombreux détenus, il « les a fait mettre tant au secret qu'au cachot en se conformant à la disposition des lieux qui luy restoient vuides ». AN Y 10064, information contre Melingue et sa bande, témoignage du concierge Jean Naulin, 27 janvier 1738.

<sup>26</sup> Du Rousseaud de la Combe (1751, Chapitre X, art. 12).

<sup>27</sup> *Arrêt de la cour de Parlement portant reglement general pour les prisons, droits & fonctions des greffiers des geôles, geôliers et guichetiers desdites prisons*, 18 juin 1717, art. I.

<sup>28</sup> *Ibid.*, art. VIII.

sans fond, mais à rétablir le calme, à apaiser les tensions, à faire des exemples. Le cachot d'Ancien Régime, dans les prisons de masse de la capitale française, n'était généralement pas un instrument de torture – du moins, pas dans ses visées explicites, bien que ses conditions de vie en aient fait un tourment effroyable –, mais un outil disciplinaire indispensable au bon fonctionnement des établissements carcéraux. Son utilisation n'était généralement pas tyrannique et sans mesure. Son efficacité provenait certainement en grande partie des privations matérielles qu'il entraînait, mais les cas rencontrés dans le quotidien des prisons de la capitale française montrent aussi que, pour être efficace, le cachot devait être employé avec pragmatisme.

Sa fonction principale était de punir les détenus délinquants tout en réaffirmant le pouvoir du personnel sur les prisonniers. La mise au cachot n'allait pas de soi : elle faisait suite à un incident ou à une situation pour laquelle le concierge et ses guichetiers n'avaient pas d'autre solution. C'est comme cela que se terminaient inévitablement les rébellions des prisons. Par exemple, une révolte massive du For-l'Évêque entraîne immédiatement trois des cinq meneurs au cachot alors que les deux autres, blessés pendant les événements, sont installés à l'infirmerie<sup>29</sup>. Le schéma est révélateur à trois égards : d'abord, le cachot était employé pour punir les inconduites, ensuite, on savait utiliser le cachot avec discernement, n'y envoyant pas les malades ou les blessés, peu importe leur niveau de culpabilité et, finalement, on l'utilisait pour réprimer les instigateurs des désordres et en faire des exemples puisque les limitations matérielles ne permettaient pas d'envisager une punition généralisée. En ce sens, la pratique s'apparente largement aux techniques utilisées pour la répression des mouvements populaires : les autorités se satisfaisaient généralement de saisir et de poursuivre en justice les chefs des émeutes pour en faire des exemples<sup>30</sup>. Les hommes et les femmes qui avaient participé aux événements, mais n'avaient pas encouragé les autres à en faire autant pouvaient habituellement rester tranquilles. On ne traitait pas les débordements carcéraux autrement.

Mais les révoltes des prisons étaient des épisodes paroxysmiques de résistance : il n'est pas surprenant de voir le cachot employé lors de ces événements violents afin de punir ou, au moins, de maîtriser la foule des détenus. Or, les modes d'emploi du cachot couvraient un éventail beaucoup plus large de situations dont l'émeute n'est en réalité que la plus immédiatement évidente. En effet, le cachot était également utilisé pour des cas qui laissaient les concierges parisiens désœuvrés et sans recours. Pierre Daumet, concierge de la Conciergerie, est confronté à une telle situation lorsqu'on lui amène un Pierre Gérard « fol furieux » qui veut tuer ses camarades : le voilà « obligé de le mettre seul dans un cachot<sup>31</sup> ». Mathurin Louis Daumet, ayant succédé à son père, est placé devant un problème semblable et se voit forcé de garder Louis Bastard dans un cachot. Le guichetier assure que « Bastard luy a toujours paru fol et insensé, riant toujours. Que la folie s'est poussé un jour si loing quil luy a voulu jettter un sieau à la teste, quil fait toutes sortes d'extravagances<sup>32</sup> ». La

<sup>29</sup> Paris, Archives nationales de France (dorénavant AN) X<sup>2B</sup> 1307, information pour révolte au For-l'Évêque, témoignage du guichetier Jean Papin, 8 décembre 1751.

<sup>30</sup> Cohen (2010, p. 51).

<sup>31</sup> AN X<sup>2B</sup> 1289, information de démençe contre Pierre Gérard, témoignage du concierge Pierre Daumet, 27 septembre 1718.

<sup>32</sup> AN X<sup>2B</sup> 1291, information de démençe contre Louis Bastard, témoignage du guichetier Jacques Bre-schaud, 9 mai 1723.



nécessité du cachot est encore plus claire dans le cas de Jean Angoile « qui fait des folies outrées, ne dormant ny jour ny nuit, qu'on estoit obligé de l'enfermer seul parce qu'il casse et brise tout ce qui se trouve sous sa main et faisoit un tel bruit que les prisonniers de sa chambre ne pouvoient dormir<sup>33</sup> ». La masse des prisonniers est d'ailleurs généralement en accord avec de telles mesures puisqu'elles permettent de rétablir un certain ordre dans la prison. Il apparaît très clairement dans ce type de cas que le concierge se voit obligé de mettre les détenus à l'écart pour assurer à la fois la sécurité et le bien-être du personnel, des autres détenus et même des individus visés<sup>34</sup>. Le cachot ne fait pas ici office de punition, mais plutôt de palliatif dans un monde qui n'a pas les moyens de personnaliser ses services. Ce que les archives ne disent pas, toutefois, c'est s'il existe une gradation dans l'utilisation du cachot : on ne sait jamais combien de temps les détenus y sont maintenus ni si on leur applique des modalités différentes (contentions, nourriture, etc.). Il est impossible de savoir si le prisonnier puni du cachot pour révolte y reste dans les mêmes conditions qu'un détenu aliéné qu'on y enferme par dépôt.

La très grande majorité du temps, le cachot servait donc à mettre fin à un désordre en isolant physiquement la ou les personnes responsables ou à punir un manquement grave aux règlements carcéraux. Est-ce à dire que les détenus étaient protégés contre toute utilisation excessive ou illégale du cachot ? Assurément, non. Malgré les dispositions officielles, il arrivait que des détenus soient mis au cachot en contravention du règlement. Dans ces cas-là, la responsabilité n'incombait pas toujours à l'abus des concierges, coupables trop facilement désignés pour toute forme d'excès dans la gestion des prisons : les grands acteurs judiciaires eux-mêmes n'hésitaient pas à bafouer le règlement en fonction de leurs intérêts. C'est ce que nous montre une lettre de Tournaire, greffier du For-l'Évêque, envoyée au Lieutenant général de police<sup>35</sup>. La lettre vise à rappeler à Sartine qu'on a amené dans sa prison un nommé Leroux, enfermé dans l'un de ses cachots depuis près de deux mois, sans fournir aucun ordre d'enfermement, ce qui est très irrégulier et source d'inquiétude pour le greffier. Il vient d'apprendre, par la plume du Lieutenant criminel du Châtelet, qu'aucun décret de prise de corps ne viendra puisque ce détenu est emprisonné par lettre de cachet – document que, vraisemblablement, on n'a point jugé nécessaire de montrer au greffier alors que la procédure l'oblige à inscrire dans son registre d'écrou de quel ordre et selon quelle autorité chaque prisonnier est maintenu dans sa geôle. Pourtant, la gestion des prisons de la capitale prévoyait que chaque établissement devait être visité à toutes les semaines par un substitut du Procureur général assigné à chacune des prisons. Celui-ci devait s'assurer que tous les détenus étaient écroués légalement, recueillir les plaintes des prisonniers et vérifier les registres. L'imbroglio dans lequel se trouve le greffier Tournaire depuis plusieurs mois montre combien ces visites pouvaient être superficielles. On pouvait bel et bien moisir longtemps dans un cachot.

Combien de détenus y croupissaient à l'encontre des procédures habituelles ? Il est impossible de le dire. La documentation ne fait que très peu état de telles

<sup>33</sup> AN X<sup>2B</sup> 1292, information de démence contre Jean Angoile, témoignage du guichetier Pierre Pource-lot, 3 avril 1724.

<sup>34</sup> D'autres occurrences d'utilisation du cachot pour maîtriser des détenus aliénés se trouvent dans AN X<sup>2B</sup> 1316, *passim*.

<sup>35</sup> Paris, Bibliothèque de l'Arsenal (dorénavant BNF ARS) Bastille Ms 12688, 1759.

situations. Cela ne veut pas dire que les occurrences étaient rares, seulement qu'elles n'étaient pas automatiquement suivies d'une procédure écrite. Dans les archives, quand on est envoyé au cachot, c'est qu'on a manqué au règlement de la prison. Là, les exemples sont nombreux. Au For-l'Évêque, Duglet est envoyé au cachot après avoir extorqué plusieurs détenus en leur promettant de les aider à ravoir leur liberté, faveur qu'il ne peut évidemment pas leur faire<sup>36</sup>. Le cas de Duglet dévoile d'ailleurs que le cachot ne servait pas seulement à sanctionner les excès de violence et pouvait punir toutes sortes de ruses qui semaient la confusion et le désordre dans la prison. Au Grand Châtelet, les détenus Saint-Aubin et Moutiez tentent de droguer l'un des guichetiers pour se procurer leur évasion. Aucun mal n'est fait, mais la seule intention mérite châtement : les voilà instantanément partis pour le cachot<sup>37</sup>. Quand une révolte éclate au Châtelet, le personnel met au cachot tous ceux qui lui tombent sous la main. Devant ce coup de filet massif, le prisonnier Nicolas Remy s'indigne haut et fort de ce qu'il perçoit comme une injustice : « là-dessus, luy répondant fut mené au cachot<sup>38</sup>. » Après une révolte qui faillit mettre la prison à feu et à sang, les autorités n'entendaient pas à rire. À la Conciergerie, Saturny de Gazeau est envoyé au cachot pour avoir tenté de percer un guichetier avec un ciseau alors que Félix et Gibassier vont y faire un tour pour avoir percé le plancher de leur chambre<sup>39</sup>. Le cachot était sans contredit la punition désignée pour tout manquement grave de la part des détenus que la négociation et l'intimidation ne suffisaient pas à aplanir.

## QUAND L'ÉTINCELLE DEVIENT INCENDIE : LES DANGERS DU CACHOT

La manœuvre, toutefois, comportait des dangers lorsqu'elle était perçue comme abusive ou injustifiée par les détenus, ou simplement quand le cachotier recevait l'appui général de la communauté prisonnière. Concierges et guichetiers devaient donc demeurer attentifs et prendre le pouls de la situation avant d'agir. C'est là, selon les sociologues de la prison, l'une des grandes faiblesses du personnel : « les moyens qu'il utilise pour maintenir sa domination peuvent se retourner contre lui<sup>40</sup>. » Les concierges de l'Ancien Régime, tout comme les gardiens des prisons actuelles, étaient bien au fait de cette déficience et devaient prendre garde de ne point prêter le flanc : en voulant mettre fin au grabuge, ils risquaient d'embraser la prison en entier. C'est ce qui se produit au For-l'Évêque quand le prisonnier Salignac laisse entendre son mécontentement vis-à-vis de la qualité du pain et menace les guichetiers avec son couteau. Le concierge Duverger compte bien, en l'envoyant au cachot, punir le provocateur et mettre fin au risque d'une crise de plus grande ampleur. Pourtant, il est surpris le lendemain matin par une foule en colère : « tous les prisonniers de la

<sup>36</sup> AN Y 10547, procès-verbal du Lieutenant criminel Testart du Lys, 10 mai 1773.

<sup>37</sup> AN Y 15081, information contre Jean Duclerc dit Saint Aubin et Louis Moutiez, témoignage du guichetier Plez, 26 mars 1779.

<sup>38</sup> AN Y 10075, information contre Bouret et sa bande, interrogatoire de Nicolas Remy, 22 septembre 1739.

<sup>39</sup> Pour Saturny de Gazeau, voir AN X<sup>2B</sup> 1321, 26 mars 1733. Pour Félix et Gibassier, voir AN X<sup>2B</sup> 1292, 3 mai 1724. D'autres occurrences de punition par le cachot peuvent être trouvées. Pour le For-l'Évêque : Y 10064 et 10174. Pour la Conciergerie : AN X<sup>2B</sup> 1306 et 1316. Pour le Grand Châtelet : AN Y 10035, AN Y 10057 et BNF JF 2013.

<sup>40</sup> Chauvenet (2006, p. 377).

paille se sont assemblés dans la cour et ont demandé ce même prisonnier qui étoit au cachot<sup>41</sup>. » Duverger leur refusant cette concession, « ils se sont présentés au nombre d'environ quatre vingt dix pour forcer le guichet ». La communauté carcérale appuyait sans doute les critiques de Salignac au sujet du pain : l'utilisation du cachot, qui devait mettre fin à une contestation isolée, alimenta plutôt une revendication générale. C'est sans aucun doute ce que redoutait Poulette, la concierge du Grand Châtelet, après qu'une révolte mortelle eût lieu dans sa prison. Alors que les rebelles sont mis au cachot sur le champ, Bouret et Vernay, « les plus violents et ceux qui ont commencé laditte révolte », sont plutôt transférés au Petit Châtelet<sup>42</sup>. Garder ces fauteurs de trouble, même dans le fond d'un cachot, constituait un risque à l'ordre de sa prison que Poulette n'était pas prête à prendre.

Les archives montrent même un cas surprenant dans lequel la communauté prisonnière s'enflamme parce que le concierge a usé de trop de laxisme quant à la discipline de la prison et a trop hésité à utiliser le cachot. La scène se produit au For-l'Évêque où le détenu Lefort s'est attiré la colère de ses camarades. Ceux-ci ne voilent pas leurs menaces et soutiennent auprès du concierge que « Lefort étoit un coquin et qu'ils n'en vouloient point dans la prison<sup>43</sup> ». Le personnel ne porte pas attention à ces plaintes jusqu'à ce que Lefort, ivre et désagréable, en vienne aux poings avec un codétenu. Le concierge décide alors de sévir en l'envoyant au cachot. L'ordre est toutefois appliqué avec bien peu de conviction et c'est un manège étrange qui s'enclenche alors dans la prison :

le guichetier est venu par quatre fois pour faire descendre Lefort au cachot, sitôt que Lefort voioit le guichetier, il remontoit dans sa chambre et faisoit semblant de dormir, que d'abord qu'il étoit redescendu, Lefort redescendoit dans la cour et cherchoit querelle avec l'un avec l'autre, cela a duré presque toute la journée<sup>44</sup>.

Le cachot sert ici à intimider. Le personnel ne veut pas punir à tout prix l'indiscipline, mais assurer un retour à l'ordre : le cachot doit d'abord et avant tout, pour Lefort comme pour les autres prisonniers, faire peur<sup>45</sup>. En l'occurrence, le ton conciliant du personnel fut un mauvais calcul car il permit à Lefort de contrarier sérieusement ses camarades. Les suites de l'indulgence du concierge à son égard sont dramatiques : le For-l'Évêque entre dans une révolte violente qui se solde par trois décès et trois blessés. L'un des doyens des prisonniers, spectateur de l'émeute, témoigne ensuite sur les causes de l'incident : selon lui, « le nommé Lefort [...] en est le principal objet<sup>46</sup> ».

<sup>41</sup> AN X<sup>2B</sup> 1315, information pour révolte, témoignage du concierge Jean Hubert Dinant Duverger, 26 janvier 1775.

<sup>42</sup> AN Y 10075, procès-verbal contre Bouret et autres, 14 septembre 1739.

<sup>43</sup> AN X<sup>2B</sup> 1307, continuation d'information pour révolte, témoignage du détenu Jean Michel Pascal Siron, 11 décembre 1751.

<sup>44</sup> AN X<sup>2B</sup> 1307, continuation d'information pour révolte, témoignage du détenu Louis Geffroy, 11 décembre 1751.

<sup>45</sup> Cela ne devait pas fonctionner partout et certains cachots devaient être plus effrayants que d'autres. Le « juge de police de la prison » de Laval en paie les frais alors qu'il se voit forcé « de faire mettre aux cachots les mutins et les jureurs et comme la différence d'incommodité n'est pas bien grande de ce changement à leur séjour ordinaire, ils [...] n'en deviennent quelquefois que plus insolens » (BNF JF 2429, lettre de Pannellier des Salles, 16 décembre 1752, fol. 40).

<sup>46</sup> AN X<sup>2B</sup> 1307, continuation d'information pour révolte, témoignage du détenu Charles Armand de Boncourt, 15 décembre 1751.

Les concierges devaient donc utiliser le cachot avec prudence et discernement. Les sociologues contemporains considèrent que le personnel est en constante « gestion des risques » : la meilleure chance de conserver l'ordre carcéral n'est souvent pas de réprimer sévèrement les comportements déviants, mais d'effectuer un difficile « dosage des contraintes<sup>47</sup> ». Selon cette logique, les concierges ne pouvaient pas employer le cachot de façon tyrannique, y jetant tous ceux dont la conduite dérangeait ou leur déplaisait, ni, comme le montre l'épisode de Lefort, faire preuve d'un favoritisme évident en évitant le cachot à un détenu qui l'avait clairement mérité. Le danger était réel : si la punition semblait injustifiée, excessive ou si le refus d'agir semblait trop complaisant ou aberrant à la communauté des détenus, la prison pouvait s'embraser. La menace constante de l'émeute influençait le personnel des geôles parisiennes, encourageait la négociation, incitait au compromis justement là où on l'aurait pensé impossible. Pour être pleinement efficace, donc, le cachot devait être utilisé avec pragmatisme.

Si le personnel interne des prisons connaissait parfaitement les risques liés à la punition outrancière, les intervenants externes étaient souvent moins timides. C'est que les magistrats, qui n'avaient pas à subir la prison quotidiennement comme les concierges et les guichetiers et qui ne connaissaient pas les dynamiques carcérales aussi intimement qu'eux, étaient moins enclins à favoriser la négociation et la collaboration avec les détenus. La preuve la plus patente de cette attitude nous provient du Lieutenant criminel, Bachois de Villefort. En 1784, 17 détenus trouvent le moyen de s'évader du Grand Châtelet. La police réussit à en réintégrer trois, au grand plaisir du Lieutenant qui désire en faire des exemples pour endiguer le fléau des évasions. Il demande, à cet effet, de passer outre les procédures habituelles :

Je crois qu'une procédure contre ces mauvais sujets n'aboutirait à rien, mais si vous n'y voyez point d'inconvénient, on pourroit par voie d'administration leur faire passer douze ou quinze jours dans les cachots de Bicêtre et au bout de ce temps suivre les procès pour lesquels ils étoient en prison. On aura soin de publier ce châtiment dans la prison, et cela fera plus d'effet que tous les procès dont le plus souvent ils se moquent<sup>48</sup>.

La manœuvre, par ailleurs contraire aux procédures normales, rappelle que le châtiment carcéral avait sa logique propre. Il ne nécessitait pas la venue du grand public puisque la prison avait l'avantage notable de posséder son propre public captif, le seul intéressé par la punition : les détenus eux-mêmes. L'envoi au cachot devait faire impression non pas sur la population parisienne dans son entier, mais sur la foule des prisonniers qu'on souhaitait de cette manière intimider :

Disciplinary penalties were imposed for offenses such as escape attempts, which could only be committed within the context of prison life. They were breaches of the institution's normal order. Consequently, it was the inmates who were collected as the audience to be impressed. This was a case of « general prevention » at the micro-level<sup>49</sup>.

<sup>47</sup> Lhuilier & Aymard (1997, p. 47).

<sup>48</sup> BNF JF 2100, lettre de Bachois de Villefort au Procureur général, 15 octobre 1784, fol. 285.

<sup>49</sup> « Les punitions disciplinaires étaient imposées pour des offenses telles que les tentatives d'évasion qui ne pouvaient être commises que dans le contexte carcéral. Elles étaient des brèches dans l'ordre normal de l'institution. Conséquemment, c'étaient les prisonniers qu'on rassemblait pour former le

Le cachot, dans le Paris du XVIII<sup>e</sup> siècle, pouvait donc être utilisé de manière rationnelle et modulée. Il avait l'avantage d'être rapide, efficace et d'apporter une fin brutale à tout type de désordres. Il devait néanmoins être employé avec prudence, ce que les concierges savaient mieux que quiconque : une utilisation tyrannique risquerait non seulement de vider le cachot de son effet, mais d'engendrer des résultats contraires aux intentions disciplinaires initiales. Que les concierges aient tenté de moduler leur utilisation du cachot montre une fois de plus que l'objectif principal du personnel carcéral était de maintenir l'ordre et non pas de réprimer à tout prix.

## LE MYTHE DE LA SOLITUDE CACHOTIÈRE

L'étude des archives carcérales a aussi mis à mal un autre mythe, celui de la solitude cachotière. Les cachots, en fait, n'étaient pas destinés à accueillir un seul individu, mais bien plusieurs. Il n'est pas rare d'y croiser un groupe d'hommes entassés. À la Conciergerie, une étude sur l'état des pièces et leur capacité révèle que les sept cachots noirs étaient équipés pour recevoir quatre, six, huit et même dix détenus<sup>50</sup>. Cela a de quoi surprendre puisque plusieurs mesures officielles avaient été prises pour assurer l'isolement du cachotier. L'Ordonnance de 1670 insistait déjà sur ce point : « ne sera permis aucune communication aux prisonniers enfermés dans les cachots<sup>51</sup>. » Du Rousseaud de la Combe assurait aussi que personne n'avait le droit de voir les cachotiers si ce n'était le médecin ou le chirurgien de la prison<sup>52</sup>. Le fossé entre règlement officiel et pratiques carcérales apparaît encore ici bien creusé.

Car il ne fait aucun doute : la solitude cachotière n'était pas la norme dans les prisons parisiennes. À la Conciergerie, on apprend que « plusieurs prisonniers renfermés dans deux des cachots noirs » ont tenté une évasion ensemble<sup>53</sup>. Pierre Gérard, le détenu en état de démence croisé plus haut, fut d'abord mis dans un cachot avec plusieurs autres. C'est plus tard, lorsqu'il se mit à vouloir tuer tous ses camarades, que le concierge a décidé de l'isoler dans un cachot à part<sup>54</sup>. Le même processus s'observe pour Jean Sira qui, envoyé au cachot dès son entrée parce qu'il frappait tous ceux qui croisaient son chemin, « n'a pas laissé de maltraiter les guichetiers et ceux qui étoient dans le même cachot, ce qui a fait que [le concierge] après en avoir rendu compte à Monsieur le Procureur général, a été obligé de le faire mettre seul dans un cachot<sup>55</sup> ». En 1782, toujours à la Conciergerie, le concierge Cottin est confronté au même problème avec le nommé Martin Cohadon, complètement

---

public à impressionner. Ce sont des cas de « prévention générale » au niveau micro ». Spierenburg (2007 [1991], p. 183).

<sup>50</sup> BNF JF 1291, *État et local des chambres de la pension, pistole, paille, cachots noirs, secrets des prisons de la Conciergerie du Palais*, s.d., fol. 333.

<sup>51</sup> Ordonnance criminelle d'août 1670, Titre XIII, art. 17.

<sup>52</sup> Du Rousseaud de la Combe (1751, Chapitre X, article 11).

<sup>53</sup> AN X<sup>2B</sup> 1323, requête du Procureur général, 3 octobre 1749.

<sup>54</sup> AN X<sup>2B</sup> 1289, information de démence contre Pierre Gérard, témoignage du guichetier Deblois, 27 septembre 1718.

<sup>55</sup> AN X<sup>2B</sup> 1306, information de démence contre Jean Sira, témoignage du concierge Aignan Drouin, 18 décembre 1744.

aliéné: mis dans un cachot, Cottin raconte qu'«il n'a pu [y] rester, qu'il a falu le mettre tout seul dans un autre<sup>56</sup>». Ce n'était pas la première fois que Cottin faisait face à une telle situation car, l'année précédente, ayant mis Joseph Guillin au cachot, «les cachotiers du cachot dans lequel il étoit renfermé ont dit au déposant quelques jours après que Joseph Guillin étoit un imbecille<sup>57</sup>». Au For-l'Évêque, en 1772, neuf pailleux tentent une évasion en faisant un trou dans le mur de leur chambre: ils sont pris sur le fait et Testard du Lys, alors Lieutenant criminel, recevant l'affaire, les fait tous conduire au cachot «pour la discipline des prisons<sup>58</sup>». La procédure normale consistait donc à mettre les cachotiers ensemble et à les séparer seulement si des conditions particulières l'exigeaient. Si cela semble très nettement être la norme, il arrivait tout de même que des détenus croupissent seuls dans leur cachot. Par exemple, Charles-Christophe Balfe, prisonnier du Grand Châtelet, dit avoir «esté deux mois renfermé dans un cachot, sans avoir communication avec personne<sup>59</sup>».

Bien sûr, il arrivait que le nombre de détenus par cachot soit dicté par des considérations purement logistiques. La surpopulation devait jouer pour beaucoup dans l'agglutinement des cachotiers. Le manque d'espace obligeait parfois les concierges à concentrer les prisonniers. En 1733, la Conciergerie était si pleine qu'on ne pouvait «mettre au secret ceux qui par leur mauvaise conduite et leur vie scandaleuse caus[ai]ent un mauvais exemple dans lesdites prisons<sup>60</sup>». Le trop-plein des cachots est insécurisant pour le personnel qui perd ainsi l'un de ses meilleurs leviers et se voit forcé par les circonstances de laisser les désordres suivre leur cours: des détenus «commettent journelement et à la vue des autres prisonniers des actions infames qui scandalisent tous ceux qui sont dans les prisons». La situation est inacceptable et le Procureur général juge qu'il est «d'une nécessité absolue de les faire transférer dans dautres prisons». Il était dangereux de laisser impunis des comportements non conformes à la discipline carcérale. Le cachot, ultime recours, était essentiel à l'ordre des prisons non seulement pour assurer la sanction des inconduites, mais aussi pour décourager les détenus qui seraient tentés de les imiter.

L'affectation de plusieurs prisonniers à un même cachot ne peut toutefois pas s'expliquer seulement par des circonstances spatiales et démographiques. En effet, le personnel carcéral voyait d'un bon œil qu'un cachotier ait de la compagnie. À la Conciergerie, par exemple, le chapelain allait les visiter régulièrement et discutait avec eux<sup>61</sup>. Aussi, l'accès aux cachots ne semblait pas très étanche, raison pour laquelle on aperçoit deux détenus accompagnés de deux visiteurs se rendre jusqu'au cachot de Cantin Godard. Selon le concierge, ce n'était pas la première fois<sup>62</sup>. Et, en effet, on surprend également sa femme, alors qu'elle est sur le préau, «parlant à son mary dans les cachots, lui disant Ouy, Non, Je ne scais pas, Console toy mon amy,

<sup>56</sup> AN X<sup>2B</sup> 1316, information de démente contre Martin Cohadon, témoignage du concierge Joseph Marie Cottin, 1<sup>er</sup> mai 1782.

<sup>57</sup> AN X<sup>2B</sup> 1316, information de démente contre Joseph Guillin, témoignage du concierge Joseph Marie Cottin, 4 avril 1781.

<sup>58</sup> AN Y 10547, décision du Lieutenant criminel Testard du Lys, 5 décembre 1772.

<sup>59</sup> BNF JF 2013, Mémoire sommaire pour Charles-Christophe de Balfe, 1732, fol. 128.

<sup>60</sup> AN X<sup>2B</sup> 1321, requête du Procureur général, 30 juillet 1733.

<sup>61</sup> Voir, entre autres, AN X<sup>2B</sup> 1286, 1291 et 1316.

<sup>62</sup> AN X<sup>2B</sup> 1320, requête du Procureur général, du 8 mai 1725.

tiens bon<sup>63</sup> ». La scène surprend par toute l'affection qu'elle révèle, mais surtout par la contravention au règlement qu'elle représente et qui, sur le moment, n'a inquiété personne. Au Grand Châtelet, c'est Jean Pierre Ravinet qui reçoit la visite de sa sœur et de sa mère alors qu'il est au cachot pour avoir brutalement battu un codétenu<sup>64</sup>. Il ne devrait pourtant pas profiter du réconfort de sa famille pendant sa punition.

Pourquoi le personnel permet-il autant de déviations face au règlement ? On ne peut que poser des hypothèses car les archives ne nous révèlent jamais les intentions des concierges dans de tels cas. L'ordre carcéral profite peut-être de ces visites : parents et amis étaient sans doute plus aptes que quiconque à calmer les cachotiers et à leur faire entendre raison. Peut-être l'explication est-elle plus cynique car il est possible que les guichetiers aient monnayé l'accès au cachot. En effet, les doléances de certains détenus démontrent que les visiteurs des prisons pouvaient être à la source d'une forme de trafic. C'est ce qu'exprime un prisonnier de la Conciergerie, Simon de la Hogue, lorsqu'il suggère

que le concierge devoit avoir plus d'attention à empêcher ses guichetiers de demander aux uns et aux autres comme la plus part font, jusques à empêcher les parents et amis des prisonniers de monter dans leurs chambres qu'ils ne leur en ayant donné pour boire, ce qui quelquefois refroidit la charité et l'amitié des parents et amis des prisonniers qui ne viennent point ou moins souvent les visiter<sup>65</sup>.

Si l'accès à la prison pouvait être ainsi tarifé – illégalement, bien entendu – il est fort possible qu'il en fût de même pour le cachot. Les guichetiers y voyaient peut-être une manière de bonifier leur médiocre rémunération<sup>66</sup>.

En plus de ces permissions plus ou moins illicites, les concierges décidaient parfois d'envoyer un ou des détenus au cachot non comme punition, mais expressément pour tenir compagnie aux cachotiers jugés faibles ou aux furieux qu'on espérait ainsi calmer. Se dessine alors une sorte de collaboration entre personnel et prisonniers qui vise à moduler la punition tout en faisant participer les détenus au rétablissement de l'ordre : les archives confirment que les hommes et les femmes de la prison peuvent agir par calcul, par utilité et même par réciprocité<sup>67</sup>. À la Conciergerie, le chapelain se plaint de l'incapacité dans laquelle il se trouve vis-à-vis du cachotier Guillaume Belin qui est « dans un état de pourriture qui fait horreur ne se voulant laisser approcher pour estre nettoyé<sup>68</sup> ». Heureusement, « il y a eu un prisonnier qui s'en est

<sup>63</sup> AN X<sup>2B</sup> 1293, addition d'information contre Thomas Genty et Martin Le Roy de Gomberville, témoignage de Claude Nicolas Desrues, 2 juillet 1726. Les cachots de la Conciergerie étaient parmi les plus sains de Paris car ils étaient construits au-dessus du niveau du sol et recevaient donc plus d'air, de lumière et de traces de vie extérieure.

<sup>64</sup> AN Y 10057, information pour violences et voies de fait, interrogatoire de Jean Pierre Ravinet, 22 juillet 1737. Voir à ce sujet, Abdel (2017).

<sup>65</sup> AN X<sup>2B</sup> 1300, information contre le concierge Bréan, témoignage du détenu Simon de la Hogue, 5 septembre 1733.

<sup>66</sup> Les guichetiers de Paris étaient payés 100 livres par année par le concierge. Cette rémunération les plaçait parmi les catégories les plus démunies avec environ 6,5 sols par jour. Voir surtout Fourastié (1950, p. 475), Labrousse & Braudel (1970, p. 669).

<sup>67</sup> Faugeton, Chauvenet & Combessie, dir., (1996, p. 65).

<sup>68</sup> AN X<sup>2B</sup> 1297, information de démenche contre Guillaume Belin, témoignage du chapelain Jean Mathieu Chevalier, 19 septembre 1730.



rendu maistre et à qui il paroît defférer qui vient à bout de l'habiller et le vestir<sup>69</sup>». Nicolas L'Évesquat, quant à lui, a «esté mis dans le cachot pour faire compagnie au nommé Douillet» dont l'esprit apparaîtoit pour le moins égaré<sup>70</sup>. Au For-l'Évêque, on fait la même chose pour Menigot qui a complètement perdu la tête et qui, une fois isolé au cachot, tente de se pendre : on décide de mettre «avec luy un autre prisonnier pour tacher de le contenir<sup>71</sup>». La stratégie ne fonctionne pas et on extrait le détenu pour le remplacer par un autre, puis un autre, «ce qui l'a enfin un peu tranquilisé<sup>72</sup>».

Il n'est pas inintéressant de noter que les administrateurs des pénitenciers du XIX<sup>e</sup> siècle emploieront des stratégies similaires cent ans plus tard pour calmer des détenus maintenus en isolement<sup>73</sup>. Ces quelques exemples prouvent que le cachot ne servait pas nécessairement à punir par l'isolement complet, mais plutôt à écarter un élément perturbateur pour le mieux contrôler et éviter que les désordres ne dégénèrent. Le recours aux détenus dans de telles situations est d'ailleurs un rappel de la nécessité de cette coopération. Avec seulement cinq guichetiers pour garder entre 200 et 500 détenus, le personnel ne pouvait se permettre de poster en tout temps l'un des siens aux cachots : la collaboration des détenus palliait cette importante lacune. La pratique reçoit d'ailleurs le soutien de l'Académie royale des sciences qui, dans ses notes sur un projet d'édification d'une nouvelle prison pour Paris, émet des doutes sur la construction de cachots individuels :

il n'est point du tout démontré qu'il soit plus avantageux de ne placer qu'un seul prisonnier dans chacun [des cachots], comme on le propose dans le plan que l'Académie a été chargée d'examiner. Ceux qui sont à la tête des prisons préfèrent souvent, au contraire, mettre plusieurs prisonniers dans le même cachot et les faire en quelque façon garder les uns par les autres<sup>74</sup>.

Le système pennsylvanien d'isolement complet, qui connaîtra un véritable engouement en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, n'a pas encore la cote<sup>75</sup>. Emprisonner plusieurs prisonniers ensemble dans les cachots pouvait participer, contre toute attente, au bon fonctionnement de la geôle. Concierges et guichetiers le savaient et n'hésitaient pas à outrepasser les lois constituées par des parlementaires sans réelle expérience de la prison. Comme l'ont souvent observé les sociologues de la prison, le lien entre le personnel et le règlement est paradoxal : «pour maintenir la sécurité et l'ordre les surveillants sont amenés à violer nettement les règles bureaucratiques prévues à cet effet» et doivent «inventer des règles différentes<sup>76</sup>». Ici, la transgression du règlement sert précisément à assurer la paix sociale<sup>77</sup>.

<sup>69</sup> *Ibid.*, témoignage du concierge Pierre Bréan, 19 septembre 1730.

<sup>70</sup> AN X<sup>2B</sup> 1286, information contre Jacques Douillet, témoignage du détenu Nicolas L'Évesquat, 18 juin 1709.

<sup>71</sup> AN Y 10174, information contre le prisonnier Menigot, témoignage du guichetier Philippe Nicolas Drouart, 12 mai 1755.

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> «when a prisoner showed signs of disease, "if his mind begins to fail, and he shows symptoms of derangement, another convict is put with him in his cell. This invariably restores the patient"». Cité dans Smith (2006, p. 459).

<sup>74</sup> Lavoisier (1865, p. 489).

<sup>75</sup> Franke (1992).

<sup>76</sup> Benguigui, Chauvenet & Orlic (1993, p. 283).

<sup>77</sup> Faugeron, Chauvenet & Combessie (1996, p. 81).



## CONCLUSION

Le cachot, en vérité, n'est que l'exemple le plus évident, le plus clairement incontournable de la négligence dont a fait l'objet l'histoire de la prison ordinaire d'Ancien Régime. Il est devenu l'épitomé de cette geôle ancienne, son symbole. Or, l'incursion dans les archives internes des prisons parisiennes montre le cachot sous un nouveau jour, elle permet non seulement de mieux comprendre ses modes d'emploi, mais aussi les dynamiques quotidiennes qui régnaient dans les prisons d'Ancien Régime au sens beaucoup plus large. Le cachot est en fait une fenêtre pour observer comment, au-delà des règlements officiels et des ordonnances, se déroulait l'enfermement dans les prisons de la capitale, comment s'agençaient les relations entre les prisonniers et le personnel qui en avait la garde. Suffit-il de qualifier ces rapports de tyranniques pour en saisir toutes les subtilités ? Assurément, non. Pourtant, les historiens se sont souvent contentés des récits misérabilistes de sorte que les recherches sur le quotidien carcéral continuent de former à ce jour « le thème le plus négligé de l'histoire carcérale<sup>78</sup> ». Le cachot, ainsi perçu et envisagé, ouvre donc la voie vers une histoire carcérale renouvelée et repensée.

Cette dernière doit surpasser les textes pour favoriser l'archive. Bien sûr, le cachot n'en paraît pas moins comme une expérience horrible, voire cruelle, mais il acquiert de nouvelles dimensions. Les modèles des sociologues qui mettent au jour un ordre sans cesse négocié dans le monde carcéral offrent ici une grille de lecture inattendue. De prime abord, ces modèles semblent pourtant incompatibles avec le cachot : comment, en effet, peut-il y avoir une quelconque place laissée à la négociation ou au compromis alors que le personnel peut techniquement, en tout temps et pour toute raison, châtier les prisonniers par l'isolement au cachot ? La présence même du cachot, comme une menace omniprésente à tous ceux qui oseraient sortir du rang, semble s'opposer à toute forme de collaboration. À plus forte raison lorsque les historiens entretiennent l'image d'un personnel tyrannique en parlant du « sadisme des gardiens » ou de « sbires brutaux<sup>79</sup> », faisant écho aux « barbares tyrans » de Renneville ou aux « dogues » et aux « cerbères » de Parein<sup>80</sup>. L'équilibre, dans un tel environnement, apparaît caduc, inutile puisque tout est en place pour assurer une répression sévère et sans limite.

Pourtant, les archives de la prison montrent bien que la recherche de l'équilibre et de l'ordre est déjà, dans les prisons d'Ancien Régime, un objectif majeur de la geôle et qu'elle organise les relations entre les hommes. Il ressort des documents que le cachot était, plus qu'un châtiment mis au service de la seule volonté du concierge, un outil pour permettre d'atteindre et/ou de rétablir l'ordre. Il était donc à la fois une punition et un instrument de gestion interne. Il servait, bien entendu, à punir les comportements déviants ou dangereux, mais son utilité ne se bornait pas à cette évidence. Les concierges pouvaient également l'utiliser pour isoler des éléments perturbateurs, pour mettre fin à des situations dérangeantes ou pour éviter des problèmes éventuels. On pouvait aussi mettre dans les cachots des détenus aliénés

<sup>78</sup> « The most neglected theme in prison history ». Spierenburg (2007 [1991], p. 172). Parmi les meilleurs travaux sur le sujet, il faut voir, outre l'ouvrage de Pieter Spierenburg : O'Brien (1982), Fyson (à paraître), Dégez (2005), Heullant-Donat (2015).

<sup>79</sup> Carlier (s.d., p. 28). Demonchy in Lascoumes & Artières (2004, p. 286).

<sup>80</sup> Savine (1908, p. 60), Parein (1791, p. 51).

ou furieux que les dispositions et les ressources carcérales limitées ne permettaient pas de gérer autrement. Dans de tels cas, le cachot n'est pas une punition, il est un palliatif, une solution provisoire et immédiate à un problème pour lequel on ne perçoit aucune autre issue. La manœuvre n'est d'ailleurs pas comprise comme une injustice flagrante par les prisonniers qui en font parfois eux-mêmes la demande. C'est aussi vrai dans le cas de détenus ostracisés par la communauté prisonnière : les prisonniers et le personnel visent à assurer un certain ordre dans la geôle et à isoler les personnages qui, volontairement ou non, dérangent et irritent. Le cachot pouvait donc certainement être une punition décidée et appliquée unilatéralement par le concierge, mais il pouvait aussi être le résultat de négociations et d'accommodements entre le personnel et les détenus. Les priorités des magistrats et celles des membres du personnel de terrain n'étaient pas toujours les mêmes : les premiers visaient à assurer une stricte discipline par la punition de toute inconduite, les deuxièmes voulaient d'abord et avant tout éviter les débordements et assurer une certaine tranquillité dans leur établissement. Or, la punition, dans le quotidien de l'enfermement, n'était pas le seul vecteur d'obéissance<sup>81</sup>. Un concierge trop prompt à envoyer au cachot et faisant preuve d'une excessive rigueur dans l'application des règles pouvait précisément plonger sa prison dans le désordre, voire l'émeute.

L'exemple du cachot montre combien l'histoire du fonctionnement de la prison ordinaire d'Ancien Régime est méconnue. Alors que les écrits de Bentham et les ouvrages de Michel Foucault ont fasciné les historiens et ont donné à l'histoire de la prison contemporaine moderne un véritable élan, l'enfermement d'Ancien Régime est demeuré dans l'ombre. L'historiographie française a fixé « trop [d']attention sur la prison pénale » ce qui a eu « l'effet de masquer les pratiques d'enfermement carcéral non pénaux [sic]<sup>82</sup> ». En conséquence, on a d'abord cherché la *peine* dans l'Ancien Régime, et non la geôle elle-même. Longtemps limitée à son statut de prison « pré-pénale », la geôle d'Ancien Régime n'a pas paru digne d'enquête. Or, le présent article le montre, le critère de la pénalité légale n'est pas le bon vecteur pour comprendre cette prison. Il faut y « réinjecter des rapports sociaux<sup>83</sup> ». De cette façon, on ouvre de nouveaux passages, de nouvelles méthodes d'enquête. C'est précisément ce que les éclaircissements au sujet du cachot nous invitent à faire : revoir l'histoire d'un objet négligé en partant cette fois des réalités du terrain, des hommes, des pratiques, au ras du sol. Du dedans jusqu'au dehors.

Sophie Abdela  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke  
Sophie.Abdela@USherbrooke.ca

<sup>81</sup> Bretschneider dans Heullant-Donat (2015, p. 283).

<sup>82</sup> Faugeron (1991, p. 63).

<sup>83</sup> Benguigui, Chauvenet & Orlic (1994, p. 93).

## BIBLIOGRAPHIE

- Abdela, S., « Une incursion dans le quotidien carcéral parisien : l'affaire Ravinet (juillet 1737) », *Dix-Huitième Siècle*, no 49, 2017, p. 569-587.
- Abdela, S., *Formes et réformes : la prisons parisienne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Ceyzérieu, Champ Vallon, à paraître en 2019.
- Adams, T., *Bureaucrats and Beggars. French Social Policy in the Age of the Enlightenment*, New York, Oxford University Press, 1990.
- Artières, P., Lascoumes, P., Salle, G., « Prison et résistances politiques. Le grondement de la bataille », *Cultures & conflits*, no 55, 2004, p. 5-14.
- Benguigui, G., Chauvenet, A., Orlic, F., *Le monde des surveillants de prison*, Paris, PUF, 1994.
- Benguigui, G., Chauvenet, A., Orlic, F., « Les surveillants de prison et la règle », *Déviance et société*, vol. 18, no 3, 1994, p. 275-294.
- Benguigui, G., Chauvenet, A., Orlic, F., « Les surveillants de prison : le prix de la sécurité », *Revue française de sociologie*, no 34, 1993, p. 345-366.
- Carlier, C., « Histoire des prisons et de l'administration pénitentiaire française de l'Ancien Régime à nos jours », *Criminocorpus*, 2009. [En ligne] < <https://criminocorpus.revues.org/246> > (2015-10-29)
- Carlier, C., *Le regard de l'abîme : deux siècles d'histoire du personnel des prisons françaises (vers 1750-vers 1790)*, s.l., s.n., s.d.
- Carrez, J.-P., *Femmes opprimées à la Salpêtrière de Paris (1656-1791)*, Paris, Connaissances et Savoirs, 2005.
- Chauvenet, A., Rostaing, C., Orlic, F., *La violence carcérale en question*, Paris, PUF, 2008.
- Chauvenet, A., « Privation de liberté et violence : le despotisme ordinaire en prison », *Médecine & hygiène. Déviance et société*, vol. 30, no 3, 2006, p. 373-388.
- Claustre, J., *Dans les geôles du roi. La prison pour dette à Paris à la fin du Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2007.
- Cohen, D., *La nature du peuple : les formes de l'imaginaire social (XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles)*, Seyssel, Champ Vallon, 2010.
- Dégez, C., *Un univers carcéral (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles) : la prison de la Conciergerie et sa société*, thèse de doctorat, École des Chartes, 2005.
- Delacy, M., *Prison Reform in Lancashire, 1700-1850 : A Study in Local Administration*, Manchester, Manchester University Press, 1986.
- Du Rousseaud de la Combe, G., *Traité des Matières Criminelles*, Paris, Au Palais, 1751, 4<sup>e</sup> éd.
- Faugeron, C., Chauvenet, A., Combessie, P. (dir.), *Approches de la prison*, Montréal, Presses Universitaires de Montréal; Ottawa, Presses Universitaires d'Ottawa; Bruxelles, De Boeck Université, Perspectives criminologiques, 1996.
- Faugeron, C., « La production de l'ordre et le contrôle pénal. Bilan de la recherche en France depuis 1980 », *Déviance et société*, vol. 15, no 1, 1991, p. 51-91.
- Ferrand, B., « Les cachots », *Journal encyclopédique ou universel*, Tome VII, Partie II, Paris, Didot, 1787, p. 271-273.
- Foucault, M., *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
- Fourastié, J., « Quelques réflexions sur l'évolution du niveau de vie des classes ouvrières », *Revue économique*, vol. 1, no 4, 1950, p. 467-479.
- Franke, H., « The Rise and Decline of Solitary Confinement. Socio-Historical Explanations of Long-Term Penal Changes », *The British Journal of Criminology*, 1992, vol. 32, no 2, p. 125-143.
- Funck-Brentano, F., *Légendes et archives de la Bastille*, Paris, Ligarán, 2016.

- Fyson, D., «Experiencing Howard from Within: Prison Reform and Everyday Life in Quebec's City's Common Gaol, 1760-1867», à paraître dans les actes du colloque *Experiencing Justice : Researching Citizens' Contacts with Judicial Practices*, Bruxelles, 5-6 mars 2015.
- Garnot, B., *Histoire de la justice. France, XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 2009.
- Geltner, G., *The Medieval Prison. A Social History*, Princeton, Princeton University Press, 2008.
- Goffman, E., *Asylums. Essays on the Social Situation of Mental Patients and Other Inmates*, Garden City, Doubleday and Co., 1961.
- Heullant-Donat, I., et al. (dir.), *Enfermements III. Le genre enfermé. Hommes et femmes en milieux clos (XIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2017.
- Heullant-Donat, I., et al. (dir.), *Enfermements II. Règles et dérèglements en milieux clos (IV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015.
- Heullant-Donat, I., Claustre, J., Lusset, É. (dir.), *Enfermements. Le cloître et la prison (VI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.
- Ignatieff, M., *A Just Measure of Pain. The Penitentiary in the Industrial Revolution 1750-1850*, Londres, Macmillan, 1978.
- Labrousse, E., Braudel, F., *Histoire économique et sociale de la France. Tome II : Des derniers temps de l'âge seigneurial aux préludes de l'âge industriel*, Paris, PUF, 1970.
- Lascoumes, P., Artières, P. (dir.), *Gouverner, enfermer : la prison, modèle indépassable ?*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2004.
- Lavoisier, A.-L. de, *Œuvres de Lavoisier*, éditées par J.-B. Dumas, E. Grimaux et F.-A. Fouqué, Paris, Imprimerie impériale, 1865, tome 3.
- Lhuillier, D., Aymard, N., *L'univers pénitentiaire du côté des surveillants de prison*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997.
- Lüsebrink, H.-J., Reichardt, R., «La "Bastille" dans l'imaginaire social de la France à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (1774-1799)», *RHMC*, vol. 30, no 2, 1983, p. 196-234.
- Maugué, L., «Vouer le crime à l'industrie». La manufacture carcérale d'Embrun : première maison centrale française et prison du département du Léman (1798-1813), thèse d'histoire, Université de Genève, 2016.
- Melossi, D., Pavarini, M., *The Prison and the Factory : Origins of the Penitentiary System*, Londres, MacMillan, 1981.
- O'Brien, P., *The Promise of Punishment. Prisons in Nineteenth-Century France*, Princeton, Princeton University Press, 1982.
- Pugh, R. B., *Imprisonment in Medieval England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1968.
- Quétel, C., *De par le Roy. Essai sur les lettres de cachet*, Toulouse, Privat, 1981.
- Quétel, C., *La Bastille. Histoire vraie d'une prison légendaire*, Paris, Robert Laffont, 1989.
- Quétel, C., *L'histoire véritable de la Bastille*, Paris, Larousse, 2006.
- Rusche, G., Kirchheimer, O., *Punishment and Social Structure*, New York, Columbia University Press, 1939.
- Sainte Fare-Garnot, N., «L'Hôpital Général de Paris. Institution d'assistance, de police, ou de soins ?», *Histoire, économie et société*, no 4, 1984, p. 535-542.
- Smith, Peter S., «The Effects of Solitary Confinement on Prison Inmates : A Brief History and Review of the Literature», *Crime and Justice*, vol. 34, no 1, 2006, p. 441-528.
- Spierenburg, P., *The Spectacle of Suffering. Executions and the Evolution of Repression : From a Preindustrial Metropolis to the European Experience*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

Spierenburg, P., *The Prison Experience. Disciplinary Institutions and their Inmates in Early Modern Europe*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2007 (1991).

Tocqueville, A. de, *Écrits sur le système pénitentiaire en France et à l'étranger, Œuvres complètes*, t. IV, vol. 1, Paris, Gallimard, 1984.